

LE CHIFFRE A ÉTÉ AVANCÉ PAR LEUR ORGANISATION

Plus d'un million d'agriculteurs non assurés

Environ un million d'agriculteurs, opérant au niveau de 15 périmètres agricoles, sont concernés par les inondations qui ont touché la wilaya de Ghardaïa le 1<sup>er</sup> septembre dernier, apprend-on auprès du secrétaire général du ministère de l'Agriculture, M. Ferroukhi, en marge d'une rencontre d'information organisée avec l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – Plus de 700 agriculteurs ont été recensés et leurs cas étudiés à Ghardaïa par les services compétents du ministère de l'Agriculture, a indiqué M. Ferroukhi.

Une large opération de désinsectisation sera d'ailleurs menée prochainement au niveau des palmeraies qui ont subi d'importants dégâts, ajoute notre interlocuteur. Les minoteries de la région seront aussi approvisionnées, en

quantités suffisantes, en orge.

Les inondations qui ont touché la wilaya de Ghardaïa ont révélé les graves défaillances qui caractérisent le secteur agricole en Algérie, notamment en matière d'assurance des agriculteurs et de leurs biens.

Ce point a été débattu au niveau du ministère de l'Agriculture, en compagnie du secrétariat général de l'UNPA. Les représentants de cette organisation ont affirmé que plus de 1,3 million

de fellahs ne bénéficient pas de la sécurité sociale.

Le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, a été sollicité pour apporter sa contribution afin de prendre en charge ce problème, lors de la rencontre d'hier.

Par ailleurs, les membres du secrétariat général de l'UNPA ont exhorté Benaïssa à sauver la CNMA-banque (Caisse nationale de mutualité agricole) du danger de la dissolution qui la guette depuis 2001. «Il y a 13 000 fellahs qui sont prêts à régler leurs créances à la CNMA-banque. Ils ont toutefois besoin d'un délai pouvant aller jusqu'à cinq ans. Aidez-nous donc à sauver cette banque, car elle est la

seule à pouvoir nous assister dans le développement de l'activité agricole en Algérie», ont insisté les délégués de l'UNPA. «Nous n'avons pas les prérogatives pour intervenir dans un problème qui relève de la Banque d'Algérie, qui a désigné un administrateur judiciaire pour la CNMA-banque», a répondu Benaïssa qui a plaidé pour la réhabilitation du système de mutualisation, seule garantie pour le développement du secteur agricole.

Il a ainsi appelé les agriculteurs à s'unir autour de la CNMA-banque s'ils ne souhaitent pas voir la disparition de leur plus importante source de financement. «Il faut que les fel-

lahs souscrivent à la CNMA-banque», suggèra-t-il.

Benaïssa soutient l'idée de la décentralisation et de la démocratie locale en matière de développement du secteur agricole. Il a réaffirmé que le dispositif de développement rural continuera à être renforcé progressivement et de façon durable durant les prochaines années. Des contrats de performances seront signés entre les agriculteurs et les responsables des collectivités locales, en charge de la promotion de l'activité agricole. Il a ajouté que de nouvelles mesures seront prises prochainement pour aider les agriculteurs à faire face à toutes les dif-

ficultés, qu'elles soient administratives ou financières. L'allègement des procédures administratives, pour faciliter l'accès au crédit bancaire, le renforcement du dispositif de régulation du marché des fruits et légumes, la formation des fellahs et la large diffusion de l'information figurent parmi les décisions prises par l'Etat pour sortir de la dépendance alimentaire que vit l'Algérie depuis des années.

L'effacement des dettes des fellahs n'est pas à l'ordre du jour, a noté le ministre qui a souligné la nécessité de rétablir le climat de confiance entre banquiers et agriculteurs.

L. M.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU SNPSSP

Un mouvement de protestation en chantier

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) a annoncé hier lors d'une conférence de presse qu'il prévoit d'entreprendre une action de protestation. Les modalités de ce mouvement seront arrêtées en concertation avec la Coordination nationale des syndicats autonomes de la fonction publique lors d'une réunion programmée pour le 15 octobre.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le conseil national du SNPSSP, réuni ces 8 et 9 octobre en session ordinaire, a ainsi réaffirmé «son entière adhésion à la coordination et à la ligne qu'elle défend, à savoir la reconnaissance des syndicats autonomes, la revalorisation du point indiciaire et l'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires».

Le syndicat dit aussi adhérer à toute action initiée dans le cadre de la coordination. Le docteur Yousfi, président du SNPSSP, est revenu, pour sa part, sur la question du statut particulier du praticien spécialiste en précisant que sa finalisation a connu un retard. Le ministre de la Santé s'est, toutefois, engagé à ce que le statut soit promulgué le plus tôt possible. «Nous n'accepterons que ce qui a été convenu avec la tutelle. Nous avons demandé à ce que le ministre use de ses prérogatives pour imposer le statut élaboré à la fonction publique et au gouvernement», a déclaré le professeur Yousfi. Notant que le statut «doit être élaboré

de façon à rendre justice au corps des praticiens spécialistes de santé publique qui ont le cursus d'études universitaires le plus long dans la fonction publique», le SNPSSP a aussi abordé la question de l'état d'avancement du premier concours de progression de carrière qui est au stade de finalisation. Concernant ce dernier point, le professeur Yousfi a expliqué que le syndicat a pris acte de l'engagement de la tutelle pour sa tenue sitôt promulgué le statut particulier. Concernant le régime indemnitaire, les membres du conseil national ont dénoncé l'absence de prise en charge, à ce jour, de la mise en conformité du régime indemnitaire

avec le statut particulier d'octobre 2002, concernant particulièrement la mise en adéquation de la prime d'intéressement en fonction de trois grades des spécialistes alors que ce point est consigné dans tous les accords signés avec la tutelle depuis 2002. «Il est ainsi inconcevable que l'on nous accorde, en 2008, une indemnité de garde de 800 DA. Nous ne pouvons pas devant cette situation exiger aux spécialistes d'assurer les services des urgences dans les meilleures conditions. Nous exigeons au moins 5000 DA par jour pour les jours de semaine. Si la tutelle veut améliorer la prise en charge au niveau des urgences, il est nécessaire de prendre en considération l'élément humain», a déclaré le professeur Yousfi qui ajoute que les spécialistes revendiquent un statut qui sied «à leurs tâches et à leurs grades». Le conseil national appelle, par ailleurs, à l'ouverture urgen-

te des négociations autour du nouveau régime indemnitaire. Il dénonce aussi «la pérennisation des entorses à la réglementation et aux dispositions de la carte sanitaire concernant le statut de certains services hospitaliers de santé publique dans les grandes villes ainsi que le retard à la normalisation des postes supérieurs de ces services malgré tous les engagements du ministère de la Santé depuis 2002».

Concernant la présence de médecins spécialistes dans les wilayas du pays notamment les plus reculées, le professeur Yousfi mettra l'accent sur le fait que les autorités locales ne favorisent pas l'obtention de logements pour ces médecins. «Dans certaines régions, les responsables font même tout pour faire fuir les spécialistes ; ils agissent ainsi contre l'intérêt de leur wilaya et pénalisent les citoyens», soulignera le syndicaliste.

F-Z. B.

LE SNPSSP LA QUALIFIE D'ANARCHIQUE

L'activité complémentaire au sein de cliniques privées dénoncée

Lors d'une conférence de presse tenue hier, le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique a dénoncé «la situation d'anarchie qui règne dans certaines cliniques privées et qui porte atteinte aux malades». Le professeur Yousfi, président du SNPSSP, a rappelé l'urgence de mettre de l'ordre dans ces activités et a déclaré à ce propos que l'activité complémentaire des méde-

cins doit se faire à condition d'un statut décent. «Il est temps d'encadrer ce type d'activité des médecins dans les structures privées», a déclaré le professeur Yousfi, précisant que «cette situation d'anarchie porte atteinte au service public». Le spécialiste mettra en garde, aussi, contre le fait que «des anomalies graves et des décès soient passés sous silence».

F-Z. B.

IDENTIFICATION DES PUCES ANONYMES

Près de 2 millions de lignes résiliées

A peine deux jours après la fin de l'opération d'identification des puces anonymes entamée il y a quelques mois, place aux constats ! L'opérateur de téléphonie mobile Mobilis annonce la résiliation de 1 932 000 lignes. Djezzy ne se prononce pas et Nedjma perd un peu moins de 1% de son parc global.

L'opération d'identification des puces anonymes a permis la résiliation de 1 932 000 lignes non identifiées chez Mobilis. Cela équivaut à 21% du parc global de l'opérateur.

Ce parc clients est actuellement estimé à 7 millions d'abonnés actifs, identifiés. M. Abdedou, directeur commercial et marketing à Mobilis, a souligné que chez l'opérateur public «nous avons respecté scrupuleusement les instructions de l'ARPT». A en croire ces propos, la résiliation définitive de ces lignes, déjà entamée le 10 octobre à minuit, se fera graduellement. Celle-ci sera échelonnée sur plusieurs jours, suivant une plate-forme bien définie, sachant que toutes les lignes concernées sont d'ores et déjà bloquées en émission et réception.

Il convient de noter que, depuis le 10 septembre dernier, les cartes prépayées vendues sur le marché ne sont plus préactivées automatiquement. Cependant, les quelque 1 932 000 lignes non identifiées suspendues attendent une résiliation définitive. La campagne de suspension, lancée du 10 septembre au 10 octobre, aurait permis à Mobilis la récupération de 768 000 lignes. En outre, M. Abdedou a, par ailleurs, souhaité remercier la clientèle ayant procédé à l'identification et promet des bonus et des surprises prochainement. Pour sa part, Djezzy n'avance aucun chiffre, l'évaluation globale de l'opération n'étant pas encore achevée. «Nous sommes en train d'élaborer la remontée des chiffres. Il faudra attendre quelques jours pour pouvoir établir les statistiques», explique-t-on chez Djezzy. Pour rappel, OTA a atteint le chiffre de 4 millions de puces identifiées. Enfin, chez l'opérateur Nedjma, 43 570 puces ont été résiliées. Il est à rappeler que près de 90 000 puces prépayées ont été suspendues par l'opérateur avant la date butoir. Ceci aurait incité les abonnés concernés à authentifier leurs puces. Ainsi, plus de la moitié de ces puces ont été récupérées grâce à cette opération.

W. Z.